

Premier bilan des présidentielles

Posté le : 12 mai 2017 12:03 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Au terme de ces élections présidentielles. J.P. Chevènement, à gauche, et, à droite, H. Guaino dressent un constat de carence.

L'un et l'autre considèrent qu'il aurait fallu partir d'une analyse globale de l'état du monde et spéciale de l'état européen avant d'annoncer une proposition pour la France, ce qui est logique tant est grande l'imbrication de la France dans les processus mondiaux de mouvements de personnes, de capitaux et de marchandises. L'analyse n'a pas été faite. Du moins, on n'a pas présenté aux Français ni les menaces ni les opportunités qui auraient pu expliquer un programme d'action construit et cohérent.

La campagne d'entre les deux tours a été uniquement une campagne d'image basée sur l'émotion : La France « patriote » contre les vilains étrangers, d'un côté ; La France « anti fasciste » de l'autre, mobilisée contre les vilains antisémites et les vilains xénophobes. M. Macron a été élu par défaut, les carences de Mme Le Pen étant devenues criantes pendant le débat, et l'ayant exclue de l'espoir même de l'élection. Il s'est contenté de crier : « Hou la vilaine », d'un côté et : « Vive l'Europe, vive la mondialisation, vive tout et tous, et youpi nous y arriverons ! » de l'autre. Mais il n'a pas proposé aucune analyse de la situation mondiale, aucune réflexion sur la situation européenne, aucune solution concrète d'importance (mais un flot de micro mesures), seulement des intentions, d'autant moins attaquables qu'elles étaient plus floues. On est certes « en marche » mais surtout en lévitation.

Il va de soi que dès que le nouveau président devra sortir de l'ambiguïté, les difficultés s'accumuleront. On le voit déjà sur l'Europe. Il veut une Europe « protectrice » avec un Small Business Act à l'européenne, qui réserve aux entreprises européennes les marchés publics. Juncker répond platement non. Macron ne veut pas faire de collectif budgétaire. Moscovici répond : « les objectifs sur lesquels la France s'est engagée sont tenables ». Sous entendu : faites ce qu'il faut pour cela même si Sapin et Eckert ont plombé les comptes avant de partir. Se faire adouber par les militants au son de l'Hymne à la Joie et jouer les Kennedy la main sur le cœur pendant l'hymne national, joué en second, est une chose. Convaincre les Européens de changer de cap en est une autre. Il n'a jamais dit comment il s'y prendrait. Mme Merkel considère que les Allemands seront compétitifs en toutes circonstances, donc la notion de « protection » lui est non seulement étrangère mais odieuse. On peut tenter de lui tenir tête en affirmant : « méditez les résultats : le rejet de l'Europe et de l'Allemagne est là. Ne jouez pas avec le feu électoral ». La démarche est à la fois humiliante et inefficace : « les Français tiennent à leur épargne et ne veulent pas sortir de l'Euro. Appliquez les traités et cela ira bien comme cela », répliquera Merkel.

Certes le nouveau président va essayer de faire passer par ordonnance une loi Macron 3 directement inspirée par Bruxelles pour preuve de sa bonne volonté européenne. Outre qu'il n'est pas sûr d'avoir une majorité pour cela, rien ne laisse penser que cela suffira pour fléchir qui que ce soit en Europe.

Sans doute le projet était d'être élu et de régner plus que de diriger. Après tout s'il ne trouve pas d'assemblée pour soutenir sa politique, il aura une excuse de n'avoir rien fait de son programme.

Mais même s'il la trouve, faute d'une évaluation réaliste du rapport des forces, rien ne dit que l'action puisse déboucher.

Chevènement et Guaino pourront affirmer qu'ils l'avaient bien dit. Leur faiblesse commune : ils veulent absolument voir dans les formes actuelles du capitalisme et la fracture entre pays pauvres et pays riches la source principale des difficultés. Ce diagnostic est en grande partie faux, comme nous avons essayé de le prouver dans vingt articles sur ce blog. Il les met dans l'incapacité de proposer une véritable alternative.

Leur idée commune est, qu'en Europe, le rattrapage des anciens pays de l'Est se fait par abandon de la classe moyenne des pays riches. Dans le monde, le rattrapage de la Chine, de l'Inde et de quelques autres, se fait par la désindustrialisation générale de l'Occident. Partout, l'"uberification" de l'économie entraînerait des conséquences de masses sur les "exclus", la modernité ne s'installant que dans les grandes villes.

L'un et l'autre ne voient aucune solution réelle dans la liberté totale des mouvements de personnes, de capitaux et de marchandises, mais ont la même difficulté à définir ce qu'il faudrait faire. Ce refus d'installer des libertés fondamentales dans des cadres non nationaux, où les Etats sont en guerre plus ou moins larvée les uns contre les autres, ne fournit aucune clé sur la nature des restrictions à mettre en place ni sur leurs effets potentiels. Avec l'un comme avec l'autre, on voit la critique et on voit l'espoir : ne plus sombrer dans les politiques « contractionnistes » coûteuses en emplois. Mais on ne voit pas les moyens.

En vérité les rattrapages des pays libérés du socialisme auraient pu et du se faire par croissance homothétique et non substitutive, ce qui aurait été possible en imposant le respect des équilibres de balances de paiements. Ce que ne voient ni les tenants du nouveau président ni leurs contempteurs peut se résumer ainsi :

- L'Europe est coupable parce que son organisation économique renforce des déséquilibres internes et externes intenable
- Le système mondial est coupable parce qu'il installe une « économie baudruche », instable et explosive, basée sur les déséquilibres immenses et destructeurs qui n'enrichissent que quelques gagnants (pourvu qu'ils soient sauvés périodiquement par les Etats).
- La France est coupable parce qu'elle a réagi aux crises par l'installation d'un socialisme fiscal destructeur, l'exaltation de la dépense et de l'emploi publics, la destruction des relations du travail et un « sociétalisme » à la fois individualiste et multiculturel, importé des Etats-Unis, destructeur des solidarités nationales élémentaires et de la liberté d'expression.

Les solutions sont à la fois globales et ponctuelles. Les dysfonctionnements globaux et européens peuvent être corrigés par une meilleure organisation et un autre état d'esprit, basé sur la coopération. Les difficultés liées à l'exercice non contrôlée de libertés peuvent être réglées par des mesures ad hoc et ponctuelles, mais qui ne remettent pas le principe même des libertés individuelles.

Ce qu'on aurait aimé entendre des candidats à la présidentielle et désormais de ceux aux législatives, c'est justement cela :

- Que la crise n'est pas structurelle mais liée à des défauts que l'on peut corriger, aussi bien en Europe que dans le monde.
- Que la France peut faire mieux que de sombrer dans le multiculturalisme, le « sociétalisme », l'étatisme, le socialisme fiscal et le « politiquement correct » à l'américaine.
- Que les excès ponctuels peuvent être jugulés par des mesures au moins transitoires.
- Que la bonne séquence est : redressement français, puis correction européenne puis correction mondiale.

- Que cette politique, même avec sa dimension diplomatique délicate, est parfaitement jouable.

Cela aurait mieux valu que de dépasser le point Godwin en trente secondes et de s'envoyer à la figure Oradour sur Glane, d'un côté, et, de l'autre, l'hypothèse d'une « psychopathie pédérastique refoulée d'un gamin violé adolescent par un prof disposant de l'autorité », psychopathie dont les conséquences comportementales seraient hyper dangereuses. Ce type de campagne fait frémir sur le niveau politique où sont descendus les Français sous l'effet de la « crise », de l'effondrement vulgaire des médias (la médiocratosphère bananière), des mauvais coups politiques et des impostures diverses.

On peut craindre que le solde de la campagne présidentielle, les Législatives, n'apportent que de la confusion supplémentaire et aucune vraie espérance.